



---

## ARRÊTÉ

---

### *portant autorisation d'occupation du domaine public*

Direction aménagement et développement du territoire  
CB /TS/LP  
N° : AR2026-0551

Exemplaire ORIGINAL  
Lacanau, le 04 MAI 2026

#### Le MAIRE

**VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2122-21, L.2122-22 et L2213-6,  
**VU** l'arrêté municipal du 2 juin 2010 portant règlement de la collecte des ordures ménagères,  
**VU** l'arrêté municipal du 05 juin 2023 portant réglementation des occupations commerciales du domaine public,  
**VU** l'arrêté municipal n°2026-0373 en date du 31 mars 2026 portant délégation à Madame Nadège FONTENEAU, adjointe au Maire, en matière d'autorisation d'occupation du domaine public,  
**VU** la décision du Maire de Lacanau en date du 21 novembre 2025 portant tarification des autorisations d'occupation du domaine public communal,  
**VU** la charte qualité des commerçants canaulais,  
**VU** la demande écrite d'occupation du domaine public en date du 19 mai 2024,  
**CONSIDERANT** la nécessité de réglementer et d'autoriser l'occupation du domaine public afin de préserver la commodité de la circulation et la sécurité publique,

## ARRÊTE

#### Article 1er - Bénéficiaire de l'autorisation du domaine public

Nom - Prénom : BALINT Thierry  
Extrait Kbis - n° immatriculation 343102117 RCS Bordeaux  
Enseigne du commerce : TOTEM  
Raison sociale : TOREM  
Adresse du commerce :22 Allée Pierre Ortal 33680 Lacanau

Le bénéficiaire doit occuper personnellement les lieux mis à sa disposition. La présente autorisation étant rigoureusement personnelle, il s'interdit de concéder ou sous-louer l'emplacement mis à sa disposition, sauf accord exprès de la Ville.

## **Article 2 – Conditions d’occupation du domaine public**

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public dans les conditions fixées par l’arrêté municipal du 05 juin 2023 susvisé.

L’autorisation d’occupation du domaine public porte sur les parties suivantes :

- la partie bâtie sur le domaine public (le cas échéant),
- la terrasse commerciale non bâtie sur domaine public.

## **Article 3 – Durée de l’occupation du domaine public**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, pour une durée d’un an du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2026.

Si à un moment quelconque, la commune juge nécessaire ou seulement utile de retirer l’autorisation, dans l’intérêt public pour en assurer la conservation et la sécurité des biens et des personnes ou pour travaux, aménagements et usages liés directement à l’intérêt du domaine concédé, le bénéficiaire devra immédiatement déférer à l’obligation de retrait qui lui sera adressée, sans que la commune ait à motiver en aucune façon sa décision. Le bénéficiaire ne pourra prétendre du fait du retrait de l’autorisation à aucun dédommagement ou indemnité.

## **Article 4 – Obligations du bénéficiaire**

Le bénéficiaire est tenu d’ouvrir son commerce du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre :

- tous les jours du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août
- les week-ends et jours fériés ainsi que pendant les vacances scolaires du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin et du 1<sup>er</sup> au 30 septembre.

Le bénéficiaire est tenu de se conformer constamment à toutes les instructions et à tous les arrêtés municipaux ou préfectoraux actuellement en vigueur ou qui pourront être formulés ultérieurement en ce qui concerne la salubrité et la sécurité publiques, notamment en cas d’événements climatiques.

Le bénéficiaire est tenu de conserver le domaine public concédé en bon état d’entretien et de propreté. Après la fermeture de l’établissement, aucun résidu ne devra subsister sur les lieux. Il n’est pas autorisé à utiliser les containers à ordures ménagères disposés sur le domaine public, qui sont réservés à l’usage du public.

Il doit également prendre en compte les prescriptions contenues dans la Charte qualité des commerçants canaulais lors des travaux et aménagements réalisés sur l’ensemble des parties visées à l’article 2 du présent arrêté.

En cas de retrait de l’autorisation ou de renoncement du bénéficiaire de l’autorisation ou à la fin de la période autorisée, les lieux seront remis à ses frais en leur état primitif. Des poursuites pour contravention de voirie pourront être exercées contre le bénéficiaire si celui-ci ne défère pas sans retard aux injonctions qui lui seront adressées à cet effet. Les contraventions au présent arrêté seront poursuivies conformément à la réglementation en vigueur. Suite à deux infractions constatées, l’autorisation d’occupation de l’espace extension sera immédiatement retirée pour une durée de deux semaines, sans dédommagement.

## **Article 5 – Redevance d’occupation du domaine public**

Le bénéficiaire est tenu de s’acquitter annuellement par voie de prélèvement automatique, d’une redevance d’occupation du domaine public dont le tarif est fixé chaque année par la commune. Ce tarif prend en compte, avec des conditions financières spécifiques, chacune des situations suivantes :

		Longueur (en mètres)	Largeur (en mètres)	Surface (en m <sup>2</sup> )	Prix (€/m <sup>2</sup> )	Total (en euros)
1	Prix de base terrasse	6.00	3.00	18.00	21.00	378.00
2	Sol recouvert	6.00	3.00	18.00	13.00	234.00
3	Toiture ou auvent	6.00	3.00	18.00	9.00	162.00
4	Terrasse fermée sur le domaine public	Redevance calculée selon la formule : (prix 1 + prix 2 + prix 3) X 2				1548.00
5	Surplomb domaine public	0.00	0.00	0.00	9.00	0.00
6	Extension devant commerce libérable tous les soirs	6.00	1.00	6.00	21.00	126.00
<b>Redevance totale (4 + 6)</b>						<b>1674.00</b>

### Article 6 - Exécution

La directrice générale des services, la police municipale et la gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Lacanau, le



Pour le Maire,  
l'Adjointe au Maire déléguée à l'attractivité économique et touristique,  
au logement et aux grands événements.



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Publié le :

**04 MAI 2026**

Notifié le :

Télétransmis à la Sous-Préfecture de Lesparre-Médoc le :

**04 MAI 2026**

